



Département territoires, environnement et acteurs Cirad-tera

**Aide – mémoire mission B.Wampfler- CIRAD auprès du FIDA –
Préparation du séminaire Microfinance et financement de l’agriculture
- Rome, 23 au 25 mai 2001 -**

Betty Wampfler
CIRAD –TERA
N° 34/01
28 mai 2001

Résumé :

La mission avait pour objectif de discuter la participation du FIDA au séminaire « Microfinance et financement de l'agriculture »

Mots clés : Agriculture, microfinance, Afrique

1. Objet de la mission

Le CIRAD a soumis au FIDA une proposition de partenariat pour l'organisation d'un séminaire international portant sur la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture. Le FIDA a marqué son intérêt pour ce projet, moyennant des clarifications et des ajustements de forme et de contenu. La mission avait pour objectif de discuter ces points avec le FIDA et de définir les modalités de la contribution du FIDA à l'organisation du séminaire.

2. Personnalités rencontrées par la mission

M. Van de Sand, Assistant President, Programme Management Department
M. Beavogui, Directeur Division Afrique 1
M. Howe, Directeur Division Afrique 2
M. Tounessi, Chargé de portefeuille Division Afrique 1, Correspondant Microfinance
Mme Bradley, Economiste régionale, Division Afrique 2, chargée des relations avec l'AFRACA
M. David et Silva, Chargé de portefeuille Division Afrique 2 (notamment Madagascar)
M. Audinet, Chargé d'évaluation, Bureau de l'Evaluation et des Etudes

Le Conseiller Technique Finance rural du FIDA n'a pas pu être rencontré : M.Seibel qui occupait ce poste, a quitté ses fonctions début 2001, et ne sera remplacé qu'en juillet 2001 par M.Dommel, actuellement en poste au PNUD. Le FIDA (M.Van de Sand) nous a recommandé de prendre contact avec l'un et l'autre afin de les associer à la préparation du séminaire.

M. Tounessi nous a été désigné comme le correspondant du FIDA pour la préparation du séminaire.

3. Rappel sur le contexte et l'objet du séminaire

Depuis une quinzaine d'années, la microfinance connaît un développement important, sous des formes institutionnelles variées, dans la plupart des pays du Sud. Ce développement a été engagé avec un double objectif : lutter contre la pauvreté, en fournissant aux populations qui n'ont pas accès aux banques classiques, des services financiers durables, capables de soutenir leurs activités économiques et processus d'accumulation. Avec la faillite des banques de développement et le désintérêt des banques classiques pour le secteur rural, les institutions de microfinance (IMF) sont aujourd'hui dans beaucoup de pays du Sud, les seuls acteurs financiers impliqués en milieu rural (hormis le secteur informel) ; très souvent, ces institutions sont issues du milieu rural (caisses mutuelles, caisses villageoises, ASF, ...).

Malgré cette forte proximité avec le monde rural, on observe que la microfinance répond mal et de manière limitée aux besoins spécifiques du financement de l'agriculture familiale¹. Les analyses d'impact montrent que les institutions de microfinance (IMF) rurales financent spontanément le développement d'activités rurales telles que le commerce, l'artisanat, la transformation agro-alimentaire. Ces activités génèrent des revenus réguliers, relativement sûrs, avec des cycles de

¹ L'agriculture familiale se caractérise par un lien privilégié entre l'activité économique et la structure familiale. Ce lien influence la prise de décision en matière de choix des activités, d'organisation du travail et de gestion du patrimoine. Les agricultures familiales regroupent la majorité de la population agricole et rurale de la planète, au Nord comme au Sud. Elles fournissent l'essentiel de la production agricole, occupent une place déterminante dans l'approvisionnement des marchés intérieurs et extérieurs ; elles participent à la gestion de l'espace et sont au cœur de la relation entre hommes, produits, territoires.

rotation du capital rapides limitant les risques et permettant des taux de rentabilité élevés. Les activités agricoles présentent, au contraire, des degrés de risque importants, et une rentabilité souvent aléatoire ; par ailleurs, les besoins de financement de l'agriculture portent sur du crédit de court terme (que les IMF pratiquent couramment), mais aussi sur du crédit de moyen terme, que la microfinance assure avec plus de difficulté. Ces facteurs contribuent à expliquer la grande prudence que montre la plupart des institutions de microfinance à l'égard du crédit agricole. L'objectif de durabilité (sustainability) des services financiers renforce cette tendance, les IMF étant naturellement portées à investir dans les secteurs économiques les plus rentables et les moins risqués pour sécuriser leur pérennisation.

Cependant, l'agriculture reste un secteur économique majeur dans la plupart des pays du Sud ; les agricultures familiales ont besoin de s'intensifier, de se moderniser de financer l'innovation technique, organisationnelle... Le plus souvent, leur seule capacité d'autofinancement ne suffit pas à financer cette modernisation. Par ailleurs, la libéralisation du secteur agricole qui se généralise, amplifie les besoins de financement, en démantelant les dernières lignes de crédit agricole publiques, en désamorçant les mécanismes de sécurisation du crédit liés au monopole de la collecte, et aboutit à une raréfaction de l'offre de crédit agricole. La question de la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture prend donc une acuité renforcée dans ce contexte.

Le séminaire proposé est centré sur la question suivante :

« Dans quelles conditions, la microfinance, dans sa diversité, et sous contrainte de pérennisation, pourra-t-elle répondre efficacement à l'ampleur et à la spécificité des besoins de financement de l'agriculture dans un contexte de libéralisation ? »

Le séminaire a pour objectifs :

1. de faire le point sur cette question à partir de l'analyse de différentes expériences d'institutions de microfinance dans des situations agricoles contrastées
2. d'ouvrir un espace de rencontre, d'échange et de discussion entre les différentes catégories d'acteurs confrontés à cette question (producteurs et organisations agricoles, institutions et projets de microfinance, banques, ONG, décideurs, bailleurs de fonds, chercheurs)
3. de dégager des propositions d'action sur la question du financement de l'agriculture et la contribution de la microfinance, adaptées à chaque catégorie d'acteurs ;

Six thèmes de travail plus spécifiques ont été retenus :

- Comment adapter les services de la microfinance aux besoins de financement de l'agriculture ?
Zoom sur le crédit moyen terme
- Microfinance et sécurisation du crédit à l'agriculture
- Microfinance, banques agricoles, banques commerciales : quels partenariats pour le financement de l'agriculture ?
- Quelles structures d'accompagnement pour renforcer la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture ? – Le rôle des projets, des ONG ... -
- Microfinance et organisations paysannes : quel partage des rôles, quels partenariats ?
- Quelles politiques publiques pour renforcer la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture ?

Les débats s'appuieront sur l'analyse critique d'études de cas présentées par différentes catégories d'acteurs (opérateurs de microfinance, organisations paysannes, bailleurs de fonds, institutions de recherche). Les résultats du projet de recherche engagé par le Cirad et le groupe CERISE ² sur la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture alimenteront également le débat.

Le séminaire aura lieu à Dakar, sur une durée de trois jours et demi et pourra accueillir de 80 à 100 personnes. Il est initié par le CIRAD et le groupe CERISE qui souhaitent associer d'autres institutions à son organisation. Le CTA (Wageningen) a d'ores et déjà marqué son intérêt à s'associer à cette initiative.

² CERISE : Comité d'Echange, de réflexion et d'information sur les systèmes d'Epargne et de crédit, réseau créé en 1999 par le GRET, l'IRAM, le CIDR, et le CIRAD

4. Position du FIDA sur la proposition de partenariat

Un accord de principe

Le FIDA (en les personnes de M. Van de Sand, M.Beavogui, M.Howe) nous a donné son accord de principe pour contribuer à l'organisation et au financement du séminaire.

Le thème du séminaire s'inscrit dans le mandat du FIDA en matière de développement agricole et de lutte contre la pauvreté. Le FIDA investit de manière importante depuis une dizaine d'années dans le développement de la finance rurale. « La politique du FIDA en matière de finance rurale », document stratégique publié en juin 2000, a réaffirmé l'engagement du FIDA en faveur de la création d'une infrastructure financière rurale, reposant sur des institutions de microfinance pérennes, capables d'atteindre les pauvres, impliquant les bénéficiaires, et intégrées dans un cadre politico-réglementaire favorable.

Concrètement, le FIDA soutient la création d'institutions de microfinance dans la plupart des pays dans lesquels il intervient ; il est impliqué dans la mise en place des programmes nationaux d'appui au secteur de la microfinance, ainsi que dans la création de réseaux de microfinance nationaux, sous-régionaux. Le FIDA soutient également l'AFRACA, association africaine des Banques Agricoles, dont les liens avec la microfinance se renforcent progressivement. Enfin, le FIDA souhaite soutenir la production, l'échange et l'utilisation de la connaissance en matière de financement rural.

De par sa double implication dans le développement agricole et le développement de la finance rurale, le FIDA se dit particulièrement conscient du problème spécifique du financement de l'agriculture et du nécessaire renforcement de la contribution de la microfinance au financement de ce secteur spécifique.

Des conditions

L'engouement croissant pour la microfinance a conduit à multiplier dans les dernières années les séminaires sur ce thème. S'appuyant sur son expérience en la matière (Microcrédit summit, séminaire d'Accra, séminaire de Bamako, ...), le FIDA assortit sa participation à l'organisation du séminaire des attentes suivantes :

1. Le séminaire doit prendre en compte les acteurs du développement

Le financement de l'agriculture et la contribution de la microfinance à ce financement sont des préoccupations concrètes du développement. Le séminaire doit alimenter la réflexion et intégrer les préoccupations du développement. Pour ce faire, différents points ont été discutés et font l'objet d'un consensus entre FIDA et CIRAD :

- Donner la parole aux acteurs de terrain, leur permettre d'échanger, de faire part de leur expérience
- Réunir différents types d'acteurs préoccupés par la question du financement de l'agriculture et qui ont besoin de renforcer leurs échanges (institutions et projets de microfinance, organisations paysannes, responsables politiques, ONG, bailleurs de fonds, chercheurs)
- Dans les contributions, équilibrer les apports des différents types d'acteurs ; notamment, veiller à ce que les exposés des travaux de la recherche ne prennent pas le pas sur les apports des acteurs du développement
- Pour que les contributions des acteurs du développement soient efficaces et pertinentes, nécessité d'un travail préparatoire coordonné par le CIRAD : rédaction de termes de référence pour chaque contribution, commentaires d'un premier draft, révisé ensuite par l'auteur
- Pour que les échanges soient efficaces et approfondis, prévoir un temps de travail suffisant en « ateliers restreints » de taille adéquate (15 – 20 personnes), bénéficiant de l'accompagnement d'un modérateur par atelier

2. Le séminaire doit alimenter concrètement le développement

Le séminaire doit déboucher sur des résultats utilisables par le développement sous forme de synthèses et d'approfondissement de connaissance, de propositions d'innovations et de recommandations pour chaque catégories d'acteurs.

Pour ce faire, il a été convenu de :

- Prévoir un temps suffisant de travail en ateliers restreints pour permettre la discussion, l'approfondissement des sujets et une première esquisse de recommandations
- Prévoir à la fin du séminaire, une demi-journée de travail en ateliers restreints visant spécifiquement à dégager des recommandations par thème et pour chaque catégorie d'acteurs ; prévoir ensuite une demi-journée finale pour la présentation et la discussion de ces recommandations en session plénière ;

3. Le séminaire doit s'inscrire dans un processus de suivi de plus long terme : follow up

Une stratégie de follow-up de la question de la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture doit être définie en fin de séminaire, dans une perspective de concrétisation ultérieure dans un ou deux pays dans lesquels le FIDA est impliqué.

Pour ce faire :

- Le choix des participants doit faire l'objet d'une réflexion particulière : pour qu'il y ait une perspective de suivi du séminaire, il est important de faire participer
 - les différentes catégories d'acteurs concernés par la question du financement de l'agriculture
 - ayant une bonne expérience de la question traitée
 - ayant aussi une capacité de décision et d'intervention ultérieure par rapport à cette question dans leur cadre professionnel
- L'optimisation de cette démarche de follow up, et plus généralement la valorisation optimale de l'atelier, conduisent le FIDA à réfléchir à un ciblage géographique des participants qu'il prendra en charge

4. Le séminaire doit permettre un échange entre différentes zones d'Afrique

Même si l'accent est mis sur l'Afrique de l'Ouest et Madagascar où les expériences de microfinance sont plus développées et plus anciennes, l'atelier doit donner l'occasion d'échanger les expériences entre différentes zones d'Afrique où la question du financement de l'agriculture dans un contexte de libéralisation se décline de manière différente, mais achoppe sur les mêmes problèmes.

5. Le séminaire doit associer les Universités africaines

Le FIDA a engagé au Bénin une initiative de recherche- action fondée sur un partenariat entre l'Université et les Associations de Services Financiers (ASF)³. Cette initiative apparaît prometteuse à plusieurs égards : elle permet aux ASF de disposer d'une capacité de recherche et de suivi à travers un réseau d'étudiants encadrés par l'Université ; elle permet de développer les liens entre le monde universitaire et le monde professionnel ; elle permet de créer un vivier de jeunes professionnels initiés à la microfinance. L'Université de Ouagadougou (FASEG), appuyée par le CIRAD, a engagé une réflexion similaire, en partenariat avec les professionnels de la microfinance du Burkina.

Ces initiatives sont novatrices et prometteuses. L'atelier doit permettre de les soutenir et de les étoffer, en invitant les différents partenaires (Universitaires, professionnels de la microfinance) à participer et à contribuer à l'atelier.

³ Les ASF sont des institutions de microfinance développées par le FIDA en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale

6 . Mobiliser l'AFRACA

L'AFRACA, Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique, regroupe des banques agricoles d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique Centrale et d'Afrique Australe. Elle est bien introduite auprès des gouvernements des pays de ses institutions- membres. Elle est soutenue par le FIDA et la GTZ qui souhaitent promouvoir ses liens avec les institutions de microfinance dans l'optique de créer une infrastructure rurale insérée dans le marché financier.

Le thème du séminaire rejoint les préoccupations de l'AFRACA. Le FIDA recommande de mobiliser cette institution et de l'impliquer dans l'organisation du séminaire.

7. En complément du séminaire, le FIDA souhaite l'organisation d'un atelier portant sur les ressources d'internet au service de la microfinance

Les ressources d'internet au service de la microfinance ne cessent de s'étoffer : sites internet spécialisés, bases de données, sessions de formations, forums de discussion. Ces ressources sont majoritairement développées en anglais, mais commencent également à s'étoffer en français. Le problème majeur reste aujourd'hui d'en favoriser l'utilisation par les acteurs de terrain, souvent peu familiers de l'informatique et d'internet.

Le FIDA souhaite donc que le CIRAD organise, en complément du séminaire, un atelier d'initiation à ces ressources internet . Le FIDA est prêt à prendre en charge le financement de cet atelier.

Cet atelier pourra s'inscrire dans le cadre de l'espace « InfoMarket » qui sera disponible tout au long du séminaire. Cet espace permettra aux différents participants d'exposer leurs travaux sous différentes formes audio-visuelles (posters, vidéo, présentation informatique, présentation de documents, ...).

5. Contribution proposée par le FIDA

Le FIDA souhaite s'impliquer sous les formes suivantes dans l'organisation du séminaire :

- Présentation, en tant que bailleur de fonds, d'une contribution portant sur la stratégie du FIDA en matière de financement rural et de financement de l'agriculture
- Présentation de contributions et d'études de cas dans les thèmes de travail
- Prise en charge de participants au séminaire (voyage, hébergement, perdiem, frais d'inscription au séminaire)
 - ces participants seront choisis pas le FIDA sur les terrains sur lesquels il travaille, au sein des institutions et projets de microfinance, programmes sectoriels d'appui à la microfinance, ONG d'accompagnement, organisations paysannes, Universités
 - la Division Afrique 1 a souhaité mobiliser une vingtaine de personnes ; la division Afrique 2 propose 3 « équipes » ; le nombre final de participants pris en charge reste à arrêter.
- Prise en charge de facilitateurs/modérateurs pour les ateliers
- Financement de l'atelier complémentaire sur les ressources internet
- Contribution au financement de la traduction simultanée

La possibilité de mobiliser le « Technical Assistance Grant for Microinitiatives in Rural Finance for the Poor », à hauteur de 40 000 \$, a été proposée lors des discussions avec Mme Bradley (Division Afrique 2). Mis en place par le FIDA en 1998, à l'occasion du séminaire d'Accra pour soutenir l'innovation et le partage d'expérience en matière finance rurale, ce fonds comprend une ligne

mobilisable pour les actions de « knowledge sharing workshops ». La demande de financement pourrait être introduite conjointement par les deux divisions Afrique.

6. Les prochaines étapes du partenariat

Le FIDA ayant donné son accord de principe et identifié les formes de sa contribution à l'organisation du séminaire, il reste maintenant à fixer les modalités définitives du partenariat à travers les étapes suivantes :

- Faire le choix définitif des contributions présentées par le FIDA et les participants qu'il prend en charge
- Choisir les participants pris en charge par le FIDA :
Le FIDA doit se prononcer sur le nombre définitif des participants qu'il prend en charge et faire le choix de ces participants.
 - Sur la base d'un séminaire d'une centaine de participants, et dans l'optique d'un équilibre entre participants de différentes origines, une vingtaine de participants FIDA semble être un nombre optimal.
 - Pour favoriser la qualité des échanges, l'équilibre entre différentes catégories d'acteurs paraît nécessaire : membres de projets, représentants d'IMF, de programmes sectoriels d'appui à la microfinance, d'organisations paysannes, d'ONG, universitaires
 - Le FIDA doit se prononcer sur la contribution respective des différentes zones d'Afrique
- Fixer la contribution financière définitive du FIDA aux trois budgets suivants :
 - Prise en charge de facilitateurs/modérateurs pour les ateliers (voyage, hébergement, perdiem)
 - Financement de l'atelier complémentaire sur les ressources internet
 - Contribution au financement de la traduction simultanée
- Mobiliser l'AFRACA

Ces différents points feront l'objet de choix internes au FIDA et d'un dialogue avec le CIRAD. Les modalités définitives du partenariat devraient être arrêtées fin juin, début juillet 2001, pour que les étapes suivantes (rédaction des contributions, invitations, ...) se déroulent dans de bonnes conditions au regard du calendrier du séminaire.

Quand les différents co-organisateurs se seront prononcés, il conviendra d'organiser une réunion de concertation pour coordonner et finaliser les modalités des partenariats.

7. Autres points discutés pendant la mission

Des possibilités de collaboration entre le FIDA et le CIRAD ont été discutées sur Madagascar et sur le thème analyse d'impact des IMF.